

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Asie > Pakistan > Droits humains, violences religieuses (Pakistan) > **Blocage des routes : au Pakistan, des islamistes se mobilisent contre (...)**

Blocage des routes : au Pakistan, des islamistes se mobilisent contre l'acquittement de la chrétienne Asia Bibi

vendredi 2 novembre 2018, par [BOUISSOU Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 2 novembre 2018).

L'employée agricole avait été condamnée à mort pour blasphème. Des manifestants bloquent les rues dans plusieurs villes et un parti radical a appelé à tuer les juges qui l'ont acquittée

La chrétienne Asia Bibi attend toujours la liberté. Deux jours après son acquittement par la Cour suprême pakistanaise, mercredi 31 octobre, cette mère de cinq enfants, incarcérée depuis sa condamnation à mort en 2010 pour blasphème, était gardée dans un endroit tenu secret alors que des manifestants islamistes réclamaient sa pendaison.

Pour le troisième jour d'affilée, ils bloquaient, vendredi, les principales artères de plusieurs grandes villes du pays, et ont été autorisés à pénétrer dans la « zone rouge » de la capitale Islamabad, quartier qui réunit les principales institutions de l'Etat pakistanais. La sécurité a été renforcée aux abords des lieux de culte chrétiens, des écoles ont été fermées et les réseaux de téléphonie mobile ont été suspendus dans les grandes villes.

Depuis le durcissement du code pénal condamnant le blasphème, en 1986, sous la dictature du général Zia-ul-Haq, grand artisan de l'islamisation du Pakistan, les accusations se sont multipliées dans le pays, au risque de servir de prétexte pour régler des conflits personnels. Dans le cas d'Asia Bibi, c'est une dispute qui a mal tourné : en 2009, cette employée agricole avait bu un verre d'eau provenant d'un puits réservé en principe aux musulmans, et été dénoncée par des voisines avec lesquelles sa famille était en froid. On l'accusa d'avoir insulté le Prophète. Les juges l'ont finalement acquittée mercredi au « bénéfice du doute ».

Appel à la mutinerie

« L'acquittement d'Asia n'est pas seulement un déni de justice, mais aussi une manière de satisfaire les demandes des opposants à la loi sur le blasphème, et des avocats de la liberté d'expression (haineuse) débridée », a posté sur les réseaux sociaux Khadim Hussain Rizvi, chef du parti radical Tehreek-e-Labaik Pakistan (TLP) à l'origine des manifestations. Son parti a appelé à une mutinerie des officiers de l'armée et à l'assassinat des juges responsables du verdict. « Nous tolérons des remarques contre nous, mais des actions peuvent être prises conformément à la loi et à la Constitution », a rétorqué vendredi l'armée pakistanaise, qui a menacé d'« entrer en action ». Cette dernière a toutefois indiqué qu'elle n'interviendrait qu'en suivant les instructions du gouvernement.

Or le premier ministre pakistanais, Imran Khan, qui est aussi chargé du ministère de l'intérieur, vient d'entamer un voyage de quatre jours en Chine pour négocier une aide financière de plusieurs milliards d'euros. Mercredi soir, il avait adopté un ton ferme à l'égard des manifestants, prévenant

que l'Etat ne « tolérerait pas le sabotage » et « prendrait ses responsabilités » si nécessaire, tout en rappelant que la Constitution était conforme avec les enseignements du Coran. Mais depuis, le gouvernement dit vouloir privilégier les négociations.

« Le pays ignore qui est chargé de régler la crise, si c'est le gouvernement ou l'armée, observe Khurram Husain, éditorialiste au quotidien pakistanais *Dawn*. La situation est très instable : du côté des manifestants, il n'y a ni front uni ni leadership clairement identifié, il est difficile de connaître leurs revendications. » Une requête en révision du jugement de la Cour suprême a été déposée mercredi à un tribunal de Lahore, ainsi qu'une demande d'interdire à Asia Bibi de quitter le territoire. Interrogé par *Dawn*, le frère d'Asia Bibi a expliqué qu'elle n'aurait « pas d'autre option que de partir à l'étranger » pour sa sécurité.

« N'importe qui peut me tuer »

Les minorités religieuses, qui ne dépassent pas les 3 % de la population du Pakistan, sont surreprésentées parmi les cibles des plaintes déposées pour blasphème. « Le verdict montre que les pauvres, les minorités et la fraction la plus modeste de la société peuvent obtenir justice dans ce pays en dépit de ses défauts », s'est félicité l'avocat d'Asia Bibi, Saif-ul-Mulook, lui-même désormais en danger : « Je suis une cible très facile, a-t-il reconnu, n'importe qui peut me tuer. » Le gouverneur de la province du Pendjab, Salman Taseer, qui avait défendu Asia Bibi et demandé une révision de la loi sur le blasphème, a été assassiné en 2011 par son garde du corps.

En novembre 2017, Islamabad avait été paralysé pendant près de trois semaines par des manifestants pour des motifs similaires. Leur colère avait été déclenchée par un changement de formulation du serment que prononcent tous les candidats à des élections, et où la phrase « je jure solennellement » avait été remplacée par « je crois », pour affirmer que Mahomet est le dernier prophète de l'islam. Un fléchissement à peine perceptible, mais qui équivalait, selon les manifestants, à un blasphème. Le ministre de la justice pakistanais, Zahid Hamid, avait dû présenter sa démission.

A cette époque, Imran Khan s'était bien gardé de critiquer les manifestations. Il faisait alors campagne pour les élections législatives de juillet 2018 qui allaient le porter au pouvoir, et avait promis de défendre la loi du blasphème pour s'assurer du soutien de la droite religieuse.

Julien Bouissou (New Delhi, correspondant en Asie du Sud)

P.-S.

• LE MONDE | 02.11.2018 à 16h42 • Mis à jour le 02.11.2018 à 18h09 :
https://abonnes.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2018/11/02/au-pakistan-des-islamistes-se-mobilisent-contre-l-acquittement-de-la-chretienne-asia-bibi_5378213_3216.html